

Les correcteurs de français réunis en AG le 8/07/2019 à Beaugency font la déclaration suivante :

Nous ne siégeons pas au jury du bac mais nous apportons un soutien sans faille à nos collègues de terminale. Aussi bien ceux qui ont été en grève pour essayer, une fois de plus, de faire entendre leur hostilité partagée aux réformes du lycée et du baccalauréat que ceux qui se sont retrouvés à gérer des situations ubuesques dans les jurys du 4/07 dans le seul but de pouvoir afficher quelque chose le 5.

En tant que professeurs d'une matière qui s'arrête en première et qui s'évalue de façon anticipée, nous sommes parfaitement conscients que la rétention de nos notes à nous ne gênerait que nos élèves. Cela ne signifie en aucun cas que nous sommes indifférents au mouvement qui a lieu.

Les pratiques d'envois de SMS, de mails, à la limite du harcèlement, les déclarations dans la presse sur la possibilité de convoquer des correcteurs de secours, y compris en sessions nocturnes, les déclarations déplacées sur l'irrespect des élèves nous apparaissent comme autant de pratiques inacceptables. Outre que la menace de considérer nos collègues comme grévistes depuis la prise de copie est infondée juridiquement, on y entend l'éternelle négation du travail invisible, celui des corrections, les copies ayant bien été corrigées. Les correcteurs de lettres sont bien placés pour le savoir : entre la prise des copies et leur remise, ils font passer les oraux, parfois à grande distance de leur poste. Il serait donc impossible de contester que leur travail se prolonge pendant cette période.

Les pratiques de notations arbitraires lors des jurys de bac du 4 juillet, à propos desquels les témoignages, tous plus effarants les uns que les autres, s'accumulent encore, ne s'expliquent que par la nécessité de ne pas voir d'interview d'élève sans résultat. Des formes inadmissibles de chantage pratiquées sur des jurys qui, conscients de l'exigence de justice qui donne sens à leur fonction et au diplôme qu'ils délivrent, ont refusé de cautionner ces pratiques montrent sans contestation possible que ce sont bien les enseignants qui respectent le travail de leurs élèves.

Il aurait suffi pourtant, les situations évoluant peu à peu, de repousser les résultats à lundi pour apaiser un peu l'atmosphère, mais il semble bien que la priorité du ministère soit de pouvoir répéter à l'extérieur, comme un mantra : « Tout va bien, tout va bien ». Nous nous sentons floués.

Faut-il rappeler que les professeurs grévistes revendiquent le retrait de deux réformes (celles du lycée et celle du bac) qui n'ont reçu l'approbation d'aucune organisation représentative ? Que ces réformes - avec d'autres - ont été l'objet d'un rejet massif lors des consultations du Conseil Supérieur de l'Education ? Que les communiqués annonçant la catastrophe à venir se multiplient depuis 18 mois, de tous horizons ?

Il nous semble que les errements de Parcoursup, la répartition des élèves dans les enseignements de spécialité selon les moyens bien plus que selon les vœux, l'organisation des deux dernières années de lycée comme un sorte de session permanente d'examen sont bien plus dommageables aux élèves que quelques jours de retard dans la tenue des jurys.

Nous sommes conscients de la portée symbolique de cette déclaration, mais au moins les autorités compétentes ne pourront pas se gausser de nos collègues en affirmant qu'ils sont seuls.

Nous appelons à la prolongation du mouvement de résistance à ces réformes rétrogrades dès la prochaine prérentrée, sous toutes formes.

Motion saluée par des applaudissements puis votée en AG : 105 votants, 6 abstentions, 99 voix pour.